

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1081-proche-orient-les-enfants.html>

Proche Orient : les enfants

- Pays (international) - Proche orient, Israël, Palestine -

Date de mise en ligne : mercredi 16 janvier 2002

Journal La Mée Châteaubriant

Quel âge, les enfants ?

Mais quel âge ont-ils les enfants ? Dans un témoignage terrible publié par Ha'Aretz le 20 novembre (et repris par Le Monde du 24), un jeune tireur d'élite israélien s'exprime librement : « En général les tirs des Palestiniens sont absolument pathétiques, la plupart du temps en l'air. Quand on entend à la radio qu'il y a eu des "échanges de coups de feu" ça nous fait rigoler » dit-il, en considérant que les miliciens Palestiniens sont sans aucun entraînement. « Quand quelqu'un vous tire dessus, même si ses tirs sont pitoyables, il faut bien les lui rendre. Mais on fait bien attention qu'il n'y ait pas trop de morts. Six morts, c'est normal »

Ce jeune israélien « franc, souriant, porté sur les sciences humaines » affirme : « on nous interdit de tuer des enfants. Au-dessus de 12 ans, c'est autorisé ». Selon le droit international, la minorité va jusqu'à 18 ans, lui indique la journaliste. « Ah ? c'est ça, notre définition de l'enfance est différente ».

Les jeunes israéliens font obligatoirement trois ans d'armée, trois ans d'obéissance sans réflexion. « Dès que vous entrez dans l'armée, vous devenez un soldat. Quand c'est fini, vous revenez à vos opinions politiques » dit-il.

La quadrature du cercle

Le Premier ministre israélien Ehud Barak est pris entre les pressions de la rue, qui exige une réplique musclée aux attaques palestiniennes, et son désir de ne pas alimenter un cycle de représailles qui pourrait déboucher sur une véritable guerre, un engrenage sans fin où chaque action de représailles d'un camp appelle automatiquement des contre-représailles de l'autre camp.

M. Barak a répété à maintes reprises qu'il voulait faire preuve de « retenue » dans sa riposte, afin de ne pas réduire à néant le mince espoir d'une reprise des négociations. Il est aussi l'objet de fortes pressions en ce sens de plusieurs pays, à commencer par les Etats-Unis, qui ont même, événement rarissime, critiqué implicitement Israël après les raids du lundi soir 20 novembre contre Gaza.

Mais M. Barak a aussi intérêt à limiter au strict minimum les pertes du côté palestinien, afin de ne pas fournir aux Palestiniens de nouveaux arguments sur le plan diplomatique pour justifier l'envoi d'une force internationale dans les territoires.

Dans le même temps, M. Barak, dont la cote de popularité est en forte baisse, doit tenir compte du ras-le-bol de l'opinion publique en Israël, où les partisans de la manière forte ont visiblement le vent en poupe, comme en atteste l'énorme manifestation anti-gouvernementale qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes le 22 novembre à Jérusalem.

Au 24 novembre, on comptait 275 morts, depuis le début de l'Intifada le 28 septembre. Sur ce total 34 Israéliens et 241 Palestiniens.

Le canon de la Paix

Ecoutez, le temps viendra

Où l'homme un jour saura la vérité
Le lion s'étendra près de l'agneau
Et nous fondrons les pics pour des faux
Et les armes pour des herses
La paix sera notre combat
Faites que ce temps vienne ...

Une profusion de dialectes
Une profusion de chansons
Des poèmes et des airs
Des chansons pour atteindre les cieux
Alors le pays sera plein de rires
Les gens seront heureux.

(Canon de la paix, donné pour la première fois en juin 1997 à la basilique de Nazareth par plusieurs chorales arabes et israéliennes).

Ce n'est pas pour demain

Il existe, en Israël, un mouvement qui s'appelle « La Paix maintenant ». Il s'agit d'un pacifisme actif qui n'hésite pas à appeler un chat un chat !

Or, selon ce mouvement, dans une étude publiée le 4 décembre 2000, le nombre de logements construits pour les Israéliens, dans les territoires palestiniens a augmenté de 52,5 % depuis les accords d'Oslo (1993) et 2380 logements ont été construits depuis l'arrivée au pouvoir, en mai 1999, du gouvernement travailliste d'Ehoud Barak.

D'après « La Paix maintenant », qui a compilé les chiffres émanant des services israéliens et palestiniens, et y a ajouté ses propres études et observations, quelque 200 000 colons vivent aujourd'hui en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, répartis en 161 implantations, dont 90 comptent moins de 500 habitants. S'ajoutent à ces colonies les quartiers juifs construits autour de Jérusalem, sur des territoires annexés après la guerre de 1967 et qui comptent quelque 180 000 habitants.

Ces chiffres vont de pair avec une augmentation de la population des implantations juives (+ 72 % entre décembre 1993 et décembre 2000), des routes de contournement pour que les habitants puissent accéder à leur colonie sans traverser des villes arabes, des démolitions de maisons palestiniennes (740 maisons détruites entre fin 1994 et novembre 2000), et même des jours de bouclage consécutifs à divers incidents.

Seule une évacuation totale des colonies ..

« Oslo a laissé croire qu'il était possible de faire la paix sans s'attaquer au problème de la colonisation » a déclaré l'un des dirigeants de « La Paix maintenant ». « Nous pensons qu'il n'en est rien. Seule une évacuation quasi totale des colonies le permettra »

« La Paix maintenant » se dit convaincu que le démantèlement des colonies est une idée aujourd'hui majoritairement acceptée en Israël, et encore plus depuis que la reprise des affrontements impose aux soldats et aux réservistes d'aller faire leur service dans les territoires.

D'après un article de Georges Marion, dans Le Monde du 6 décembre 2000

Elections en vue

(écrit le 20 décembre 2000)

Au Proche Orient les choses évoluent toujours très vite. Le premier Ministre Ehoud Barak a démissionné le dimanche 10 décembre et s'est porté candidat à sa réélection. Son adversaire de droite, Benjamin Netanyahu a aussi annoncé sa candidature, mais, selon la loi électorale, il ne peut théoriquement pas être candidat puisqu'il n'est pas député. Une modification de la loi électorale est toujours possible (et a été votée en première lecture le 13 décembre) mais Netanyahu compte sur la dissolution du parlement israélien (la Knesset) qui entraînerait des élections générales. Mais il se heurte au puissant parti ultra-conservateur Shass, qui craint que de nouvelles élections réduisent sa représentation parlementaire.

Pendant ce temps la situation est bloquée avec les Palestiniens. La Paix est de plus en plus en panne. Ehoud Barak ne s'est pas montré efficace dans cette affaire et le retour de Netanyahu fermerait encore plus la porte.

Reprise des négociations

Dans ce climat d'incertitude pré-électorale en Israël, le ministre israélien des Affaires étrangères Shlomo Ben Ami a cependant annoncé que les négociations avec les Palestiniens allaient reprendre la semaine prochaine. « Les Palestiniens comprennent qu'ils n'aboutiront à leurs objectifs que par des négociations de paix » a déclaré M. Ben Ami, à l'issue de trois heures d'entretien avec Yasser Arafat..

Selon la radio militaire, Ben Ami a accepté qu'Israël retire ses forces de positions avancées mordant sur les territoires autonomes palestiniens et lève le blocus des villes palestiniennes, dans le cadre de l'application des accords de Charm el Cheikh, conclus en octobre en Egypte, et qui sont restés jusqu'à présent lettre morte.

Mais le temps presse.

Il reste moins de deux mois avant l'élection au poste de chef du gouvernement israélien, prévue en principe pour le 6 février, alors que le candidat potentiel de la droite, l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahu, grand favori dans les sondages, dénonce toute concession aux Palestiniens.

Ecrit le 7 février 2001

Témoignage du Maire de Jéricho

Monsieur SIDR Abd Alkarim, maire Palestinien de Jéricho, a tenu une réunion publique à Châteaubriant le mardi 30 janvier 2001. Le 17 novembre dernier, les militaires israéliens s'étaient opposés à sa venue en France .

D'une voix sourde, il a parlé de la situation dans son pays, de la partition de la Palestine qui s'est produite en 1948 : Israël prenant 78 % du territoire et la Jordanie annexant le reste. En 1967 Israël a occupé toute la Palestine.

Les Palestiniens se battent pour récupérer ces 22 % de leur terre et demandent tout simplement que soient

appliquées les décisions du Conseil des Nations Unies. Depuis les accords d'Oslo, 13 septembre 1993, ils espéraient une libération progressive de ces 22 % du territoire qu'ils occupaient avant 1947, mais Israël diffère toujours en multipliant les conditions et manœuvres dilatoires. De plus, Israël contrôle 67 % des réserves d'eau de ce territoire Palestinien. « Quand les Palestiniens se contentent de boire un verre d'eau, les Israéliens remplissent de pleines piscines. Un Israélien moyen consomme quatre fois plus d'eau qu'un Palestinien »

Droit au retour

La résolution 194 du Conseil de Sécurité des Nations Unies accordait aux Palestiniens, évacués de force en 1947, le droit au retour. Mais Israël ne veut pas reconnaître ce droit. « Pourquoi les Juifs du monde entier ont-ils le droit de venir s'installer en Israël, et pourquoi ce droit est-il refusé aux Palestiniens ? » dit-il en s'étonnant que dans notre monde libéral la libre circulation des personnes ne soit pas garantie. « Nous voulons avoir le droit d'avoir notre Etat, notre dignité, notre indépendance sur notre terre »

En disant « notre terre » les Palestiniens ne réclament pas la totalité des territoires qu'ils occupaient en 1947, ils se contenteraient de 22 %. « Nous ne voulons pas chasser les colons juifs qui se sont installés aux portes de Jéricho, mais nous voulons que, s'ils occupent 3 % du territoire, on nous redonne 3 % sur une autre partie du territoire ». Ils demandent le « droit au retour » pour les Palestiniens chassés en 1947, et pour les enfants nés de deux parents chassés en 1947. « On peut discuter des modalités, on peut donner un délai de 5 ans, 10 ans, 30 ans, mais nous voulons ce droit. Cela ne veut pas dire que tous les Palestiniens reviendront. Sur les 3 millions qui ont été chassés, 2 millions ont refait leur vie ailleurs, nous demandons seulement qu'ils puissent venir revoir un jour le pays de leurs ancêtres »

Jéricho est une des plus anciennes villes du monde (environ 7000 ans avant Jésus-Christ), elle fut fondée auprès d'une source pérenne qui transforme cette région desséchée en une magnifique oasis. Etape historique importante, située à 37 km de Jérusalem, son nom signifie probablement que la ville s'est développée autour d'un sanctuaire du dieu Lune. Par la suite, cette ville fut conquise par les tribus israélites sous la conduite de Josué. Début d'une histoire très mouvementée qui passe par Cléopâtre et Hérode le Grand. Les Evangiles mentionnent plusieurs fois cette oasis qui représente la dernière étape des pèlerins venant par la vallée du Jourdain et montant à Jérusalem.

Jéricho est la ville la plus basse du monde, 300 mètres en dessous du niveau de la mer. D'un climat très doux, elle est le grenier à fruits de la Palestine. Ville essentielle pour l'économie de la Palestine puisque 700 000 touristes y viennent chaque année. Ou du moins y venaient, maintenant tout est bouclé par les Israéliens.

Actuellement Jéricho est en état de siège : « bouclée » par un profond fossé de 3 mètres de large et de deux mètres de profondeur, réalisé par les Israéliens, fossé qui fait le tour de la ville intramuros.

« Après les accords d'Oslo, en 1993, des contacts avaient été noués entre Israéliens et Palestiniens, des rapprochements amicaux, du commerce. Nous cherchions comment vivre ensemble. Mais les choses ont trop traîné et la provocation d'Ariel

Sharon a provoqué une nouvelle Intifada (guerre des pierres), depuis le 22 septembre 2000 ». Et nul ne sait comment cela va finir. Les morts Palestiniens se multiplient à plus grande vitesse que les morts Israéliens. La tension est extrême.

« Nous n'espérons rien des prochaines élections israéliennes. Nous n'espérons rien du changement de Président aux Etats-Unis. Nous regrettons la faiblesse de tous ceux qui ont envie de faire quelque chose : les Européens, les Français, les gens de gauche, et bien sûr les Nations Unies. La France a une aura de défenseur des Droits de

l'Homme, mais la France ne nous apporte qu'un faible soutien »